



---

**DIRECTION DE LA LOGISTIQUE PARLEMENTAIRE – DIVISION DE LA RESTAURATION ET DE  
L'HEBERGEMENT**

# **MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS DE CUISINE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE**

**Accord-cadre 25F075**

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - PÉRIMÈTRE DES ÉQUIPEMENTS PRIS EN CHARGE</b>	<b>4</b>
2.1. Équipements concernés	4
2.2. Équipements et consommables exclus	4
2.3. Sites concernés	5
2.3.1. Le Palais Bourbon (126 et 128 rue de l'Université, 2 rue Aristide Briand)	5
2.3.2. L'immeuble Chaban-Delmas (101 rue de l'Université)	5
2.3.3. L'immeuble du 233 boulevard Saint-Germain	6
2.3.4. L'ensemble immobilier Olympe de Gouges (33 et 35 rue Saint-Dominique)	6
2.4. Évolution du parc d'équipements	6
2.4.1. Remplacement d'équipements défectueux ou en fin de vie	6
2.4.2. Fermeture, réouverture ou création d'un ou plusieurs sites de restauration	7
<b>ARTICLE 3 - NATURE DES PRESTATIONS</b>	<b>7</b>
3.1. Principes de la maintenance	7
3.2. Maintenance préventive	7
3.2.1. Obligation de supervision continue du parc d'équipements	7
3.2.2. Modalités d'intervention	8
3.2.3. Rapports de maintenance préventive	8
3.3. Maintenance corrective	9
3.3.1. Contenu des opérations de maintenance corrective	9
3.3.2. Immobilisation des équipements	9
3.3.3. Modalités d'intervention	9
3.3.4. Rapports d'intervention corrective	9
3.3.5. Mise à disposition d'un service d'astreinte	10
<b>ARTICLE 4 - DÉLAIS</b>	<b>10</b>
4.1. Délais d'intervention	10
4.1.1. Définition	11
4.1.2. Délai d'intervention en heures ouvrées	11
4.1.3. Délai d'intervention en dehors des heures ouvrées (service d'astreinte)	11
4.2. Délais de dépannage	11
4.3. Délais de réparation	12
<b>ARTICLE 5 - PERSONNEL TECHNICIEN</b>	<b>13</b>
5.1. Désignation des techniciens	13
5.2. Jours et horaires d'intervention des techniciens	13
5.3. Qualification du personnel	13
5.4. Information du personnel	13
<b>ARTICLE 6 - SUIVI DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>14</b>
6.1. Gestion des interventions	14
6.2. Carnets d'entretien	14
6.3. Rapports de maintenance et d'intervention	15

<b>ARTICLE 7 - PÉRIODE DE RECOUVREMENT</b>	<b>15</b>
7.1. Obligations en début de marché	15
7.2. Obligations en fin de marché	15
<b>ARTICLE 8 - REMPLACEMENT DE PIÈCES DÉTACHÉES ET CONSOMMABLES</b>	<b>15</b>
8.1. Provenance des pièces détachées	15
8.2. Fourniture des pièces détachées et consommables	16
8.3. Garantie des pièces détachées	16
8.4. Consommables et moyens courants	16
<b>ARTICLE 9 - CADRE RÉGLEMENTAIRE DE L'INTERVENTION ET RELATION AVEC LE BUREAU DE CONTRÔLE</b>	<b>16</b>
9.1. Cadre réglementaire de l'intervention	16
9.2. Réglementation et sécurité des personnes	16
9.3. Relations avec le bureau de contrôle ou organisme de vérification périodique	17
<b>ARTICLE 10 - ACCES AUX LOCAUX ET AUX ÉQUIPEMENTS</b>	<b>17</b>
10.1. Badge personnel	17
10.2. Contraintes liées au rythme des travaux législatifs	18
<b>ANNEXE 1 – LISTE DES ÉQUIPEMENTS PAR SITE</b>	<b>19</b>
<b>ANNEXE 2 – PLAN DE MASSE</b>	<b>20</b>
<b>ANNEXE 3 – CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE LA SESSION ORDINAIRE 2025-2026</b>	<b>21</b>

## **ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ**

---

Le marché 25F075 a pour objet la maintenance préventive (entretien) et corrective (diagnostic, dépannage et réparation) des équipements de cuisine de l'Assemblée nationale.

## **ARTICLE 2 - PÉRIMÈTRE DES ÉQUIPEMENTS PRIS EN CHARGE**

---

### **2.1. Équipements concernés**

Le marché porte sur les équipements chauds, froids et de laverie ainsi que les équipements électroménagers professionnels :

- de 3 cuisines centrales (7<sup>ème</sup> étage du 101 rue de l'Université ; 233 boulevard Saint-Germain ; Hôtel de Lassay) ;
- de 4 cuisines d'envoi (7<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> étage du 101 rue de l'Université ; Petit Hôtel (cuisine et office) ; offices de l'Hôtel de Lassay) ;
- de la cuisine et de l'office de l'appartement de la Présidence ;
- de 2 buvettes (des « parlementaires » et des « journalistes ») ;
- de 3 bars (8<sup>ème</sup> étage, 1<sup>er</sup> et 3<sup>ème</sup> sous-sols du 101 rue de l'Université) ;
- de 2 cafétérias (rez-de-chaussée du 101 rue de l'Université ; rez-de-chaussée de l'ensemble immobilier Olympe de Gouges) ;
- de 4 appartements de réception (Hôtel de la Questure au 128 rue de l'Université) ;
- d'un espace au 33 rue Saint-Dominique destiné à la préparation de collations et comprenant notamment un four professionnel et quelques équipements.

**L'annexe 1 au présent CCTP liste l'ensemble des matériels concernés par site. Les équipements pour lesquels une date d'achat est renseignée sont couverts par la garantie du constructeur pour 2 ans à compter de cette date. Tous les autres équipements (sans date renseignée ou avec une date supérieure à 2 ans) ne sont pas couverts par une garantie.**

### **2.2. Équipements et consommables exclus**

Sont exclus du périmètre du présent marché :

- les matériels domestiques et non professionnels qui se trouvent dans les locaux visés à l'article 2.1 ;
- la maintenance préventive et corrective des matériels achetés par l'Assemblée nationale couverts par une « garantie constructeur », pendant la durée restante de cette garantie ;
- les interventions nécessitées par les travaux ou les aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec les équipements de cuisine ;
- les distributeurs de boissons et les fontaines à eau quelles que soient leurs implantations (y compris les fontaines réfrigérantes implantées dans les sites de restauration) ;

- les tableaux divisionnaires entretenus directement par l'Assemblée nationale ;
- les vannes d'arrêt des alimentations « Eau Froide » et « Eau Chaude » et les réseaux d'évacuation ;
- le nettoyage annuel et hebdomadaire des hottes et filtres à graisse ;
- la fourniture de produits lessiviels et sel pour adoucisseurs (fournis et mis en place par l'Assemblée nationale) ;
- l'entretien de la vanne gaz (cuisine du 7<sup>ème</sup> étage du 101 rue de l'Université).

### 2.3. Sites concernés

**Les sites concernés par l'exécution du marché figurent dans le plan de masse présenté à l'annexe 2 du présent CCTP.**

À titre indicatif, le nombre de couverts servis sur l'ensemble des sites de restauration s'élevait à environ 310 000 en 2023 et 276 000 en 2024.

#### 2.3.1. *Le Palais Bourbon (126 et 128 rue de l'Université, 2 rue Aristide Briand)*

Le Palais Bourbon comporte des entrées situées aux 126 et 128 rue de l'Université, ainsi qu'au 2 rue Aristide Briand. Plusieurs unités, situées à l'intérieur de ce périmètre, sont soumises aux dispositions du présent CCTP :

- la buvette des parlementaires et celle des journalistes ;
- le Petit Hôtel (cuisine et office) ;
- l'Hôtel de la Questure ;
- l'Hôtel de Lassay.

La cuisine de la Buvette des Parlementaires a été entièrement rénovée en août 2025, l'installation d'une cuisine pour les préparations froides est en projet, la réfrigération du bar et le remplacement des vitrines sont à l'étude.

La cuisine centrale de l'Hôtel de Lassay ainsi que la cuisine de l'appartement de la Présidence ont été entièrement rénovées en 2022 (les travaux étant livrés en janvier 2023).

Les 4 cuisines de l'Hôtel de la Questure ont fait régulièrement l'objet d'aménagements et de remplacement de matériels.

La cuisine du Petit Hôtel a été entièrement rénovée en 2020.

Les équipements de la buvette des journalistes ont été remis à neuf en 2012. Divers équipements ont depuis été acquis en 2023 et 2025.

#### 2.3.2. *L'immeuble Chaban-Delmas (101 rue de l'Université)*

Situé au 101 rue de l'Université, l'immeuble Chaban-Delmas comprend :

- le site de restauration parlementaire du 8<sup>ème</sup> étage qui regroupe une cuisine d'envoi pour le restaurant parlementaire (jusqu'à 150 couverts par service), avec un bar, une laverie et un office ;

- le site de restauration du 7<sup>ème</sup> étage qui comprend une cuisine centrale avec une laverie, une cuisine d'envoi et un office (jusqu'à 150 couverts par service) ainsi qu'un libre-service avec laverie (500 couverts par service avec des pics jusqu'à 650 couverts) ;
- les locaux techniques et les chambres froides desservant les cuisines mentionnées ci-dessus situés aux 1<sup>er</sup> sous-sol (3 chambres froides négatives, des locaux réfrigérés pour le linge sale et les poubelles) et 2<sup>ème</sup> sous-sol (cave à vin) ;
- des chambres froides et cinq locaux de préparation froide situés au 7<sup>ème</sup> étage ;
- une cafétéria au rez-de-chaussée avec une chambre froide et divers équipements réfrigérés dans l'office ;
- deux bars pour des salles de réunion situées aux 1<sup>er</sup> et 3<sup>ème</sup> sous-sols.

L'immeuble du 101 rue de l'Université ayant fait l'objet d'une restructuration lourde en 2006-2008, les équipements de cuisine ont donc été renouvelés à cette occasion, pour la plupart d'entre eux en fin d'année 2007. Le piano de la cuisine centrale du 7<sup>ème</sup> étage, équipé de deux sauteuses électriques, a été remplacé en 2015.

### **2.3.3. *L'immeuble du 233 boulevard Saint-Germain***

L'immeuble situé au 233 boulevard Saint-Germain comprend un restaurant libre-service, une cuisine centrale et ses annexes (notamment une chambre froide négative, deux chambres froides positives et un local réfrigéré pour le stockage des déchets).

La cuisine du 233 boulevard Saint-Germain est ancienne. Des aménagements ont été effectués en 2022 avec notamment la création d'une chambre froide négative, d'une légumerie et la rénovation de la plonge batterie. La chambre froide « viande » et son installation de production de froid ont été entièrement rénovées en 2020. La laverie et le local réfrigéré de préparation des entrées sont également récents.

### **2.3.4. *L'ensemble immobilier Olympe de Gouges (33 et 35 rue Saint-Dominique)***

Le local de l'immeuble situé au 33 rue Saint-Dominique comporte notamment un four professionnel, quelques équipements froids et autres matériels datant pour la plupart de 2006.

La cafétéria située au 35 rue Saint Dominique comporte la salle de distribution avec des équipements chauds et froids récents (four à cuisson rapide, étuve, grill et quatre vitrines réfrigérées). S'ajoutent une cuisine et un office avec des équipements réfrigérés (peu d'équipements chauds), une laverie avec deux machines à laver (une à capot et une à ouverture frontale) ainsi que différentes réserves équipées d'armoires réfrigérées positives et négatives.

## **2.4. Évolution du parc d'équipements**

### **2.4.1. *Remplacement d'équipements défectueux ou en fin de vie***

Les équipements défectueux ou en fin de vie pourront être remplacés par l'Assemblée nationale au cours de l'exécution du marché. Les équipements neufs couverts par une « garantie constructeur » ne feront pas l'objet des prestations de maintenance préventive et corrective du présent marché, le temps restant de cette garantie (en général 2 ans à compter de la date d'achat).

Dans le cas où cette « garantie constructeur » arriverait à terme au cours de l'exécution du marché, les équipements concernés sont automatiquement intégrés dans son périmètre, sans surcoût, sauf hausse de plus de 5 % du nombre total d'équipements.

#### **2.4.2. Fermeture, réouverture ou création d'un ou plusieurs sites de restauration**

En cas de fermeture d'un ou plusieurs sites de restauration pour une durée supérieure à 5 mois (travaux de rénovation, réorganisation), le périmètre des équipements concernés par le présent marché pourra être réduit aussi longtemps que ces équipements seront inutilisés.

De même, à l'issue de cette période de fermeture ou lors de l'ouverture d'un nouveau site de restauration, les équipements installés sur ledit site pourront être intégrés au périmètre du marché, sous réserve le cas échéant de l'expiration de la période de garantie constructeur de chaque appareil.

Les conséquences, notamment financières, de ces fermeture(s) et ouverture(s) de sites de restauration, sont détaillées dans la clause de réexamen prévue à l'article 5 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

## **ARTICLE 3 - NATURE DES PRESTATIONS**

---

### **3.1. Principes de la maintenance**

La maintenance est définie comme l'ensemble des actions permettant de maintenir ou de rétablir un bien dans un état spécifié ou dans des conditions données de sûreté de fonctionnement pour accomplir une fonction requise.

Elle doit d'une part satisfaire les exigences de fonctionnement, d'exploitation et d'entretien définies par le pouvoir adjudicateur et, d'autre part, maintenir le niveau de performance des ouvrages et des installations.

Le présent marché comprend des prestations de maintenance préventive et corrective dont les modalités sont détaillées aux articles 3.2 et 3.3 du présent CCTP.

La maintenance préventive consiste en des vérifications périodiques systématiques des installations destinées à réduire la probabilité de défaillance ou de dégradation de leur fonctionnement, à raison *a minima* d'une visite annuelle (davantage pour certains équipements sensibles ou spécifiques, cf. article 3.2.2 ci-dessous).

La maintenance corrective a pour objectif, lors de la détection d'une panne, de remettre l'équipement concerné dans l'état dans lequel il peut accomplir sa fonction en toute condition de fiabilité et de sécurité. **Le nombre d'interventions pour maintenance corrective compris dans la partie forfaitaire du marché n'est pas limité.** Les interventions pour maintenance corrective en période d'astreinte fond l'objet d'un bon de commande.

### **3.2. Maintenance préventive**

#### **3.2.1. Obligation de supervision continue du parc d'équipements**

Dans le cadre des opérations de maintenance préventive, le titulaire veille à ce que tous les matériels soient toujours dans un état de fonctionnement optimal et à proposer à l'Assemblée

nationale des remplacements d'équipements ou des acquisitions nouvelles, dans le but d'améliorer la qualité de service et de prendre en compte les évolutions des normes et textes réglementaires concernant les équipements de cuisine.

L'Assemblée nationale reste seule juge de l'opportunité de ces investissements et, dans le cas où elle ne les réalise pas, le titulaire doit continuer à réaliser les prestations avec les matériels qui lui sont confiés.

### **3.2.2. Modalités d'intervention**

Chaque installation entrant dans le périmètre du présent marché fait l'objet d'une ou plusieurs visites préventives par an, à savoir :

- 4 visites par an pour les équipements froids (les plus sensibles) ;
  - 2 visites de contrôle (3 points de contrôle environ)
  - 2 visites approfondies (20 points de contrôle environ)
- 2 visites par an pour les équipements chauds et de laverie ;
- 1 visite par an pour les autres équipements.

Le calendrier des visites préventives prévues est établi en fonction des impératifs de l'Assemblée nationale. Il est communiqué au titulaire au moins deux semaines avant l'intervention.

L'ensemble des demandes d'intervention préventives sont renseignées dans l'outil de suivi des interventions de maintenance (GMAO) défini à l'article 6.1 du CCTP.

### **3.2.3. Rapports de maintenance préventive**

L'Assemblée nationale met à disposition du technicien chargé des visites de maintenance préventive une tablette électronique grâce à laquelle il renseigne, pour chaque équipement visité, dans l'outil de suivi des interventions :

- l'identité et la localisation de l'équipement concerné ;
- les dates et heures de visite ;
- les actions de maintenance préventive effectuées ;
- un récapitulatif des pièces remplacées ;
- les travaux ou achats d'équipement à prévoir ;
- toute observation utile.

Si nécessaire, à la suite de son intervention, le technicien transmet au directeur de la Logistique parlementaire ou à son représentant, sous 48 heures ouvrées, un devis pour le remplacement des pièces n'entrant pas dans le forfait de maintenance.

L'Assemblée nationale peut accepter ou refuser le devis.

À échéances régulières, sur la base des visites de maintenance préventive réalisées, le titulaire conseille l'acheteur sur les équipements de cuisines devant être remplacés.



### 3.3. Maintenance corrective

#### 3.3.1. Contenu des opérations de maintenance corrective

La maintenance corrective intègre :

- la maintenance palliative : il s'agit du dépannage, c'est-à-dire la réalisation des opérations nécessaires au rétablissement du fonctionnement de l'équipement, même de façon provisoire.
- la maintenance curative : il s'agit des opérations destinées à remettre en ordre intégralement une installation à la suite ou non d'un dépannage palliatif.

En cas d'incident ou de panne, le titulaire intervient sur place, selon les délais définis à l'article 4 du présent CCTP. Le personnel intervenant doit être qualifié et équipé du matériel et de l'outillage lui permettant de réaliser les dépannages courants.

#### 3.3.2. Immobilisation des équipements

Le titulaire du marché s'engage à assurer la maintenance curative des équipements dans son atelier lorsqu'ils ne peuvent être intégralement remis en ordre sur place.

#### 3.3.3. Modalités d'intervention

L'intervention corrective comprend :

- la prise en charge de la demande d'intervention sur l'outil de suivi des interventions de maintenance (GMAO) ;
- le ou les déplacement(s) d'un technicien ;
- la constatation de la panne et le diagnostic ;
- le remplacement de la pièce et la remise en service de l'appareil.

**Sauf exception, les interventions correctives ont lieu les jours ouvrés, entre 7 h 00 et 18 h 00.**

Le titulaire sera sollicité le lundi en cas d'incident survenu le week-end, sauf si ce dernier justifie une intervention urgente.

Les modalités d'intervention du technicien en dehors des jours et horaires ouvrés sont fixées à l'article 3.3.5 du présent CCTP.

#### 3.3.4. Rapports d'intervention corrective

Le jour même de l'intervention corrective sur un équipement donné, le titulaire remet au directeur de la Logistique parlementaire ou à son représentant, via l'outil de suivi des interventions, un rapport d'intervention mentionnant, pour chaque équipement traité :

- la date et l'heure d'intervention ;
- le nom du ou des techniciens qui sont intervenus ;
- l'objet de l'intervention ;
- le diagnostic ;

- les actions réalisées ;
- les pièces remplacées ou à remplacer, qu'elles soient ou non comprises dans le forfait ;
- le coût des pièces détachées : *si le coût de la pièce est inférieur ou égal à 250 € HT*, un devis mentionnant ce coût mais remis à 100 % est transmis à l'acheteur ; *si le coût de la pièce détachée est supérieur à 250 € HT*, ces pièces devront faire l'objet d'un devis établi par le titulaire et accepté par l'Assemblée nationale, comme le prévoit l'article 4.1.3 du CCAP ;
- *si l'intervention a été réalisée dans les heures d'astreinte telles que définies à l'article 3.3.5 du présent CCTP*, le coût de l'intervention est celui défini au bordereau des prix unitaires ;
- toute observation utile, notamment sur le remplacement des équipements à prévoir.

À échéances régulières, sur la base des opérations de maintenance curative réalisées, le titulaire conseille l'acheteur sur les équipements de cuisines devant être remplacés.

### **3.3.5. Mise à disposition d'un service d'astreinte**

En dehors des heures ouvrées d'intervention de ses techniciens, en semaine comme le week-end et les jours fériés, le titulaire doit assurer un service d'astreinte.

Ces interventions correctives, en particulier le week-end et les jours fériés, ne seront sollicitées qu'en cas d'évènement exceptionnel survenu au cours de ces périodes et de nécessité absolue pour assurer le fonctionnement d'un équipement critique du point de vue du fonctionnement des cuisines. À titre d'exemple, de 2022 à 2025, ce service n'a été sollicité qu'à deux reprises.

Le service d'astreinte du titulaire est joignable par téléphone à un numéro « unique » à tout moment en dehors des heures ouvrées d'intervention.

Le titulaire met en permanence à disposition de l'Assemblée nationale le numéro du service d'astreinte ainsi que la liste du personnel d'astreinte susceptible d'intervenir.

Les techniciens d'astreinte doivent justifier des qualifications exigées à l'article 5.3 du présent CCTP. Le titulaire s'assure en outre que son personnel d'astreinte dispose en permanence des autorisations d'accès nécessaires.

Le non-respect des dispositions du présent article entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 11.2 du CCAP.

## **ARTICLE 4 - DÉLAIS**

---

### **4.1. Délais d'intervention**

Les délais sont exprimés en heures courantes. Lorsqu'ils le sont en heures **ouvrées**, ils correspondent à la tranche horaire 7 h 00 – 18 h 00, du lundi au vendredi hors jours fériés.

#### **4.1.1. Définition**

Le délai d'intervention correspond au délai qui court à compter de la notification d'un dysfonctionnement, jusqu'à l'arrivée du technicien sur le site concerné.

#### **4.1.2. Délai d'intervention en heures ouvrées**

Lorsque le dysfonctionnement d'un équipement est constaté, le directeur de la Logistique parlementaire ou l'un de ses représentants effectuent une demande d'intervention via l'outil de suivi des interventions de maintenance mentionné à l'article 6.1 du présent CCTP.

Sont ainsi indiqués l'heure exacte de la demande d'intervention (inscrite automatiquement par l'outil de gestion de la maintenance assistée par ordinateur – GMAO), le site, l'appareil concerné et le degré d'urgence estimé.

À compter de la notification de la demande d'intervention, le délai d'intervention est de :

- **3 heures ouvrées** lorsque le dépannage concerne un équipement froid ou un équipement de lavage ;
- **22 heures ouvrées** (soit deux jours ouvrés complets) dans les autres cas.

La comptabilisation des heures ouvrées d'intervention s'effectue jusqu'à 18 h 00, puis reprend le jour ouvré suivant à partir de 7 h 00.

En cas de non-respect de ces délais impératifs, les pénalités prévues à l'article 11.2 du CCAP sont appliquées.

#### **4.1.3. Délai d'intervention en dehors des heures ouvrées (service d'astreinte)**

La notification d'un dysfonctionnement en dehors des heures ouvrées d'intervention est effectuée par le directeur de la Logistique parlementaire ou l'un de ses représentants, ou par un représentant de la direction des Affaires immobilières et du Patrimoine présent à l'Assemblée nationale le week-end et les jours fériés, par le biais de l'outil de suivi des interventions de maintenance.

Sont ainsi reportées sur l'outil de suivi des interventions de maintenance les informations relatives au site, à l'appareil concerné et à l'heure de demande d'intervention.

Cette demande d'intervention est confirmée par un appel téléphonique ou un courrier électronique.

À compter de l'envoi de la notification, le titulaire dispose d'un **délai de 3 heures** pour intervenir sur l'équipement.

En cas de non-respect de ce délai impératif, la pénalité prévue à l'article 11.2 du CCAP est appliquée au titulaire.

## **4.2. Délais de dépannage**

Le délai de dépannage correspond au temps dans lesquels les équipements doivent retrouver leur fonctionnalité d'origine ou provisoire à compter de la notification de la demande d'intervention.

Ce délai comprend, outre le temps d'intervention tel que défini à l'article 4.1, le diagnostic et la remise en fonctionnement temporaire ou définitive de l'équipement. Il comprend également l'établissement d'un devis si les pièces détachées nécessaires sont d'un montant supérieur à 250 € HT. Pour les pièces dont le coût est inférieur ou égal à 250 € HT, un devis mentionnant ce coût mais remis à 100 % est transmis à l'acheteur.

À compter de la notification de la demande d'intervention, le délai de dépannage est de :

- **8 heures**, s'agissant d'un équipement froid, d'un équipement de lavage ou en cas d'urgence signalée par l'Assemblée nationale ;
- **72 heures** dans les autres cas.

Leur non-respect entraîne pour le titulaire l'application des pénalités prévues à l'article 11.2 du CCAP.

### 4.3. Délais de réparation

Le délai de réparation correspond au délai total de réparation d'un équipement, à compter de la notification de la demande d'intervention dont il a fait l'objet, jusqu'à sa remise en fonctionnement définitive.

Ces délais de réparation totale varient en fonction de la disponibilité des pièces à remplacer.

Si la pièce est immédiatement disponible, le délai de réparation à compter de la notification d'une demande d'intervention est de :

- **24 heures** pour les équipements de cuisine froids ou en cas d'urgence signalée par l'Assemblée nationale ;
- **48 heures** pour les équipements chauds de cuisine et les équipements de lavage, ainsi que pour les autres équipements.

Dans le cas où le titulaire ne disposerait pas immédiatement de la pièce détachée, il informe immédiatement le directeur de la Logistique parlementaire ou l'un de ses représentants du délai d'approvisionnement de la pièce.

Le délai total de réparation prendra fin **12 heures ouvrées** après l'heure d'approvisionnement indiquée par le titulaire.

À la demande du directeur de la Logistique parlementaire, le titulaire fournit les documents qui confirment le délai d'approvisionnement de la pièce détachée.

En cas de dépassement du délai de réparation, sans justificatif apporté sur le délai d'approvisionnement de la pièce, le titulaire se voit appliquer la pénalité prévue à l'article 11.2 du CCAP.

## **ARTICLE 5 - PERSONNEL TECHNICIEN**

---

### **5.1. Désignation des techniciens**

Dans les dix jours qui suivent la notification du marché, le titulaire communique au directeur de la Logistique parlementaire ou ses représentants les coordonnées des techniciens chargés d'une part des opérations de maintenance préventive et, d'autre part, des opérations de maintenance corrective sur les équipements de cuisine de l'Assemblée nationale.

### **5.2. Jours et horaires d'intervention des techniciens**

Les techniciens désignés par le titulaire interviennent dans les locaux de l'Assemblée nationale pour les opérations de maintenance préventive et corrective (hors service d'astreinte) les jours ouvrés, du lundi au vendredi, entre 7 h 00 et 18 h 00.

**Un technicien est affecté aux opérations de maintenance curative et présent sur site au moins 2 jours pleins par semaine** (7 heures par jour), de préférence le lundi ou le mardi et le vendredi.

**Un autre technicien est affecté aux visites de maintenance préventive et présent sur site 156 jours pleins par an** (7 heures par jour), soit en moyenne trois jours par semaine. La répartition annuelle des jours de maintenance préventive est proposée par le titulaire et soumis à l'accord du directeur de la Logistique parlementaire. Cette répartition tient compte de l'activité des sites de restauration décrite à l'article 10.2 du CCTP.

Afin de garantir le bon suivi des interventions, les visites de maintenance préventive et les opérations de maintenance curative doivent être distinguées.

De ce fait, le technicien chargé des visites de maintenance préventive et présent en continu sur site ne peut être sollicité pour effectuer des opérations curatives que de façon exceptionnelle et avec l'accord du directeur de la Logistique parlementaire ou de son représentant chargé du suivi d'exécution du marché.

De même, le technicien chargé des opérations de maintenance curative et présent en continu sur site n'effectue des visites de maintenance préventive que dans l'hypothèse où plus aucune demande d'intervention curative n'est inscrite à son programme.

### **5.3. Qualification du personnel**

Les techniciens disposent de compétences parfaitement adaptées aux prestations ; ils doivent avoir participé à des stages et des formations de mise à niveau sur les équipements en service à l'Assemblée nationale.

Le directeur de la Logistique parlementaire ou son représentant se réserve le droit de refuser ou de demander le remplacement d'un technicien pour qualification insuffisante.

### **5.4. Information du personnel**

Le titulaire et son personnel sont réputés avoir une parfaite connaissance :

- de la constitution des bâtiments ;

- des équipements à maintenir ;
- des conditions particulières d'intervention liées au fonctionnement des cuisines ainsi qu'à la sécurité et à la spécificité des bâtiments.

## **ARTICLE 6 - SUIVI DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **6.1. Gestion des interventions**

Le titulaire utilise, pour la gestion des interventions, l'outil de suivi des interventions de maintenance du parc des équipements de l'Assemblée nationale (outil de gestion de la maintenance assistée par ordinateur – GMAO).

Toutes les interventions de maintenance préventive et corrective sont listées dans l'outil de suivi des interventions de maintenance mis à disposition par l'Assemblée. Une base de données des équipements avec leur situation géographique et leur matricule propre est intégrée à cet outil. Le titulaire reprend ces informations sans établir de liste ou attribuer de numéro de matricule concurrents. L'Assemblée nationale donne au titulaire un accès à cette base de données.

Le titulaire met à la disposition de son personnel, en complément des tablettes électroniques fournies sur site par l'Assemblée, tout outil informatique nécessaire afin de lui permettre de renseigner les rapports de maintenance et d'intervention dans l'outil de suivi des interventions de maintenance.

### **6.2. Carnets d'entretien**

Le titulaire du marché assure, à l'aide de l'outil de suivi des interventions de maintenance décrit à l'article 6.1, la tenue du « carnet d'entretien » de chaque équipement.

Ce carnet d'entretien doit mentionner :

- l'état de l'installation ;
- les dates de visites de maintenance préventive programmées et réalisées dans l'outil de gestion de la maintenance assistée par ordinateur ;
- les observations formulées à l'occasion de cette maintenance et les travaux de réparation à envisager le cas échéant ;
- les incidents éventuels survenus sur l'équipement et leurs dates ;
- les dates des interventions correctives, et la nature des travaux effectués ;
- *le cas échéant*, la durée d'immobilisation de l'équipement ;
- *le cas échéant*, un récapitulatif des pièces remplacées et de leurs prix.

Le titulaire doit être en mesure de justifier l'ensemble des éléments contenus dans ces carnets d'entretien.

L'Assemblée nationale assure au titulaire un accès à son outil de gestion de la maintenance assistée par ordinateur en dehors de ses locaux.

### **6.3. Rapports de maintenance et d'intervention**

Après chaque intervention préventive et corrective, le titulaire renseigne dans l'outil GMAO un rapport de maintenance (après une visite préventive) ou un rapport d'intervention (après une intervention corrective), dans les conditions fixées aux articles 3.2.3. et 3.3.4. du CCTP.

## **ARTICLE 7 - PÉRIODE DE RECOUVREMENT**

---

### **7.1. Obligations en début de marché**

Le nouveau titulaire est tenu de prendre contact avec le titulaire du précédent marché afin d'avoir toutes les informations utiles sur le fonctionnement des matériels (incidents de fonctionnement, actions de réparation majeures...).

Pendant les 20 premiers jours d'exécution du marché, l'Assemblée nationale peut faire appel à l'ancien titulaire pour assister le nouveau titulaire lors de la réalisation d'opérations de maintenance préventives et correctives. Ce dernier ne peut refuser sa présence.

### **7.2. Obligations en fin de marché**

Au cours des 20 jours qui précèdent l'échéance du présent marché, le titulaire est tenu de transmettre au nouveau titulaire du marché suivant toutes les informations nécessaires pour assurer la continuité des prestations de maintenance.

## **ARTICLE 8 - REMPLACEMENT DE PIÈCES DÉTACHÉES ET CONSOMMABLES**

---

### **8.1. Provenance des pièces détachées**

Le titulaire du marché privilégie la fourniture de pièces détachées d'origine, c'est-à-dire provenant du ou des constructeurs des appareils du marché.

Dans le cas où le titulaire choisit de fournir des pièces détachées d'une autre provenance (distributeur ou autre), il devra se conformer aux règles suivantes :

- les pièces sont conformes au cahier des charges du constructeur des appareils ;
- les pièces sont de marquage CE ;
- les adaptations nécessaires au montage et au bon fonctionnement de ces pièces sont à sa charge sans qu'il puisse prétendre à une rémunération supplémentaire.

Dans tous les cas, les pièces détachées sont des pièces neuves.

## **8.2. Fourniture des pièces détachées et consommables**

**La fourniture des pièces détachées de rechange d'une valeur inférieure ou égale à 250 € HT est incluse dans la partie forfaitaire du marché. Les devis transmis pour ces pièces précisent leur prix unitaire qui est, par suite, remis à 100 %.**

Les pièces détachées d'une valeur supérieure à 250 € HT, les fluides (dont les fluides frigorigènes) et les cartouches de filtrations BRITA pour les adoucisseurs de certains cuiseurs-vapeur et fours mixtes ne sont pas incluses dans ce forfait pour pièces d'une valeur inférieure ou égale à 250 € HT. Elles font l'objet d'un devis établi par le titulaire dans les conditions prévues à l'article 4.1.3 du CCAP.

Chaque devis devra être accepté par l'Assemblée nationale préalablement à l'installation de la pièce et à son paiement.

## **8.3. Garantie des pièces détachées**

Le titulaire s'engage à garantir pendant **12 mois** toutes les pièces détachées de remplacement, quelle que soit la nature de l'intervention au cours de laquelle cette pièce a été installée.

Ce délai commence à courir à compter du jour de remplacement de la pièce par le technicien.

## **8.4. Consommables et moyens courants**

Le titulaire fournit à ses frais tous les produits et ingrédients (chiffons, huile, graisse, antigel, solvants, détartrant, etc.), tous les filtres et petites pièces d'usure (joints, courroies, etc.), tous les petits matériels (voyants, relais, fusibles, contacteurs, visserie et petite boulonnerie, etc.), ainsi que les outillages et appareils de contrôle nécessaires à l'exécution des prestations.

# **ARTICLE 9 - CADRE RÉGLEMENTAIRE DE L'INTERVENTION ET RELATION AVEC LE BUREAU DE CONTRÔLE**

---

## **9.1. Cadre réglementaire de l'intervention**

Les prestations réalisées doivent être conformes aux normes, règlements et directives en vigueur. En particulier, et sans que cette liste soit limitative, le titulaire se conforme :

- au règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public ;
- à la norme NF EN 13306 : 2018 définissant le contenu des différentes catégories de maintenance.

## **9.2. Réglementation et sécurité des personnes**

Le titulaire respecte les prescriptions réglementaires en vigueur, notamment celles contenues dans le code du travail et qui concernent :

- les principes généraux de prévention énoncés à l'article L. 4121-2 du code du travail ;



- les travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 à R. 4511-11 du code du travail) ;
- les équipements de travail (articles R. 4322-1 à R. 4323-106 du code du travail).

Un plan de prévention est établi entre l'Assemblée nationale et le titulaire à l'issue de son inspection commune réalisée avec le représentant du directeur de la Logistique parlementaire et le coordonnateur SPS de la Direction des Affaires immobilière et du patrimoine. Ce document devra être complété notamment avec les méthodologies de travail, bâtiment par bâtiment, qui restent à la charge du titulaire.

Conformément aux principes généraux de prévention, des mesures de protection collective doivent être privilégiées par le titulaire. À cet effet, l'utilisation de plateforme élévatrice mobile de personnel (PEMP) doit être priorisée.

### **9.3. Relations avec le bureau de contrôle ou organisme de vérification périodique**

Les missions de vérification de la conformité des équipements aux normes réglementaires sont engagées à la demande du directeur de la Logistique parlementaire ou de ses représentants, qui sont destinataires des rapports correspondants.

Le représentant technique du titulaire du marché, mentionné à l'article 3.1.2 du CCAP, participe aux visites des bureaux de contrôle mandatés par l'Assemblée nationale.

Le titulaire est tenu de répondre aux demandes et questions émises par le bureau de contrôle et de leur fournir toutes les informations utiles à leur mission.

Sous le contrôle du représentant de l'Assemblée nationale, le titulaire est tenu de contribuer sans délai aux améliorations et levées de réserves mentionnées dans les rapports émis par les organismes mandatés par l'Assemblée nationale, de procéder aux réparations exigées par le bureau de contrôle, sous réserve de l'acceptation par la personne publique des devis préalables.

Cependant ces travaux sont effectués à ses frais s'ils portent sur des prestations exécutées par ses soins et qui ne répondent pas aux textes applicables ou s'ils sont rendus nécessaires en raison du non-respect des prescriptions de maintenance décrites dans le présent marché.

## **ARTICLE 10 - ACCES AUX LOCAUX ET AUX ÉQUIPEMENTS**

---

### **10.1. Badge personnel**

Le titulaire désigne les techniciens qui interviennent sur les sites de l'Assemblée nationale, sous réserve de l'accord de l'institution.

Les techniciens désignés se voient remettre en début de marché un badge personnel leur donnant accès aux différents locaux de l'Assemblée nationale.

## 10.2. Contraintes liées au rythme des travaux législatifs

Le travail législatif est organisé dans le cadre d'une session ordinaire annuelle, qui s'étend de début octobre à fin juin. Par ailleurs, des sessions extraordinaires se tiennent habituellement pendant les deux premières semaines du mois de juillet et les deux dernières semaines du mois de septembre. Les périodes de suspension des travaux parlementaires, ainsi que leur durée, sont toutefois susceptibles de modifications.

Lorsque l'Assemblée siège, l'activité de restauration est particulièrement forte pour les déjeuners du mardi et du mercredi, ainsi que, dans une moindre mesure, du jeudi.

Le titulaire s'adapte aux contraintes du calendrier de travail du Parlement, l'activité des sites de restauration et le rythme des dépannages dépendant étroitement du rythme des travaux parlementaires.

Les visites de maintenance préventive des équipements les plus structurels sont fixées, dans la mesure du possible, durant les périodes de suspension des travaux parlementaires ou, à défaut, les jours de faible activité pour permettre au titulaire un accès plus aisé aux installations.

**L'annexe 3 au présent CCTP communique, à titre indicatif, le calendrier prévisionnel de la session ordinaire 2025-2026 de l'Assemblée nationale.**

\*\*\*

## **ANNEXE 1 – LISTE DES ÉQUIPEMENTS PAR SITE**

---

*Voir le document PDF séparé intitulé « CCTP\_Annexe 1\_Liste des équipements par site ».*

**Les équipements pour lesquels une date d'achat est renseignée sont couverts par la garantie du constructeur pour 2 ans à compter de cette date. Tous les autres équipements (sans date renseignée ou avec une date supérieure à 2 ans) ne sont pas couverts par une garantie.**

## **ANNEXE 2 – PLAN DE MASSE**

---

*Voir le document PDF séparé intitulé « CCTP\_Annexe 2\_Plan de masse ».*

## **ANNEXE 3 – CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE LA SESSION ORDINAIRE 2025-2026**

---

*Voir le document PDF séparé intitulé « CCTP\_Annexe 3\_Calendrier session 2025-2026 ».*